

COMMUNE  
DE  
SAINT-CHAPTES

**DECISION DU MAIRE**

**N° 05/2024**

prise en application de l'article L.2122-22  
du Code Général des Collectivités Territoriales

**DECISION AFFERENTE A L'EXERCICE  
DU DROIT  
DE PREEMTION URBAIN  
RENONCIATION A ACQUERIR**

Le Maire de SAINT-CHAPTES ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22 ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 09 août 1991 instituant le droit de préemption urbain sur secteurs du territoire communal ;

Vu la délibération du conseil municipal du 25 avril 2013 modifiant le champ d'application du droit de préemption urbain ;

Vu la délibération N° 05 en date du 08 décembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué au Maire, pour la durée de son mandat, l'exercice du droit de préemption urbain (D.P.U.) ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner déposée le 31 janvier 2024 par Maître PFEIFFER PRADELLE Julie, relative à la propriété cadastrée section AE N° 516 d'une superficie de 193 m<sup>2</sup>, lot N° 01 pour 500/1000èmes et AE N° 526 d'une superficie de 146 m<sup>2</sup>, située 8 rue Jean RIEU à SAINT-CHAPTES (30190) appartenant à Madame LARNAC Maryse épouse BUREL, domicilié 246 chemin du mas d'où clary à SAINT-CHAPTES (30190) ;

Considérant que l'acquisition de ces biens par la commune ne présente aucun intérêt ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** de renoncer à préempter les biens cadastrés section AE N° 516 d'une superficie de 193 m<sup>2</sup>, lot N° 01 pour 500/1000èmes et AE N° 526 d'une superficie de 146 m<sup>2</sup>, sis 8 rue Jean RIEU à SAINT-CHAPTES (30190).

**ARTICLE 2 :** la présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal.

**ARTICLE 3 :** conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Fait à SAINT-CHAPTES, le 02 février 2024.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

030-213002413-20240202-DEC05-2024-AU

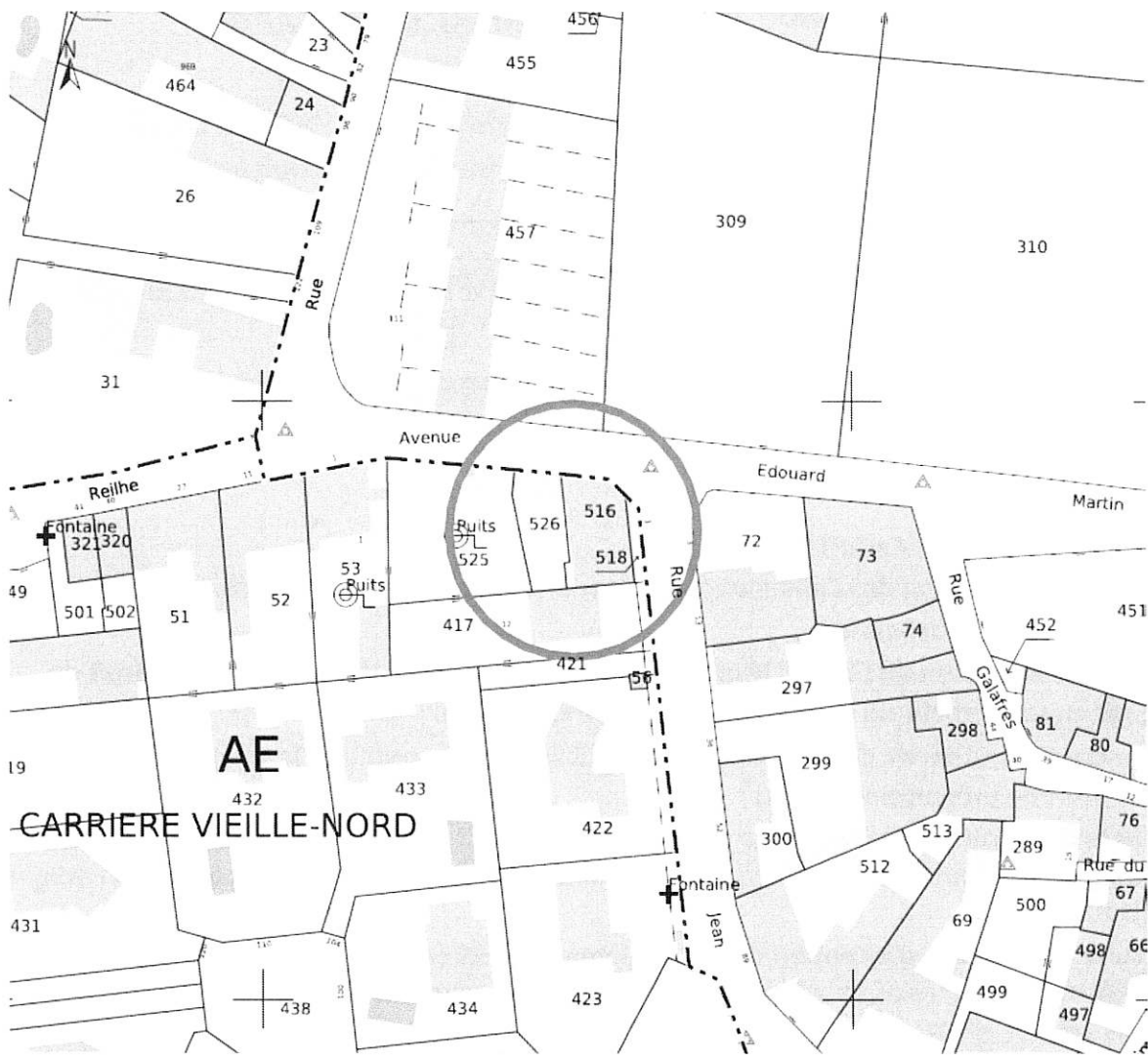
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/02/2024  
Publication : 05/02/2024

Le Maire.

MAZAUDIER Jean-Claude.





<b>Affiché le</b>
05/02/20
<b>Transmis en Préfecture le</b>
05/02/2024